

Département de la Drôme

## Commune du Grand Serre

# Diagnostic des réseaux d'assainissement

## Rapport de présentation du zonage assainissement

Partenaires techniques et financiers :



Dossier  
1905019/PC  
Décembre 2019 / V1

## Suivi de l'étude

**Numéro de dossier :**

1905019/PC

**Maître d'ouvrage :**

Commune du Grand Serre

**Mission :**

Diagnostic des réseaux d'assainissement

**Avancement :**

Phase 1 : Recueil de données disponibles et interprétation et zonage assainissement

Phase 2 : Campagne de mesures

Phase 3 : Investigations complémentaires

Phase 4 : Programme de travaux

**Date de réunion de présentation du présent document :**

A définir

**Suivi du document :**

Version	Date	Modifications	Rédacteur	Relecteur
V1	12/2019	Document initial	MBEN	PC
V2	10/2020	Demande de complément	RT	-

**Contact :**

Réalités Environnement  
62 avenue Gabriel Peri  
26 600 Tain l'Hermitage  
Tel : 04 75 06 39 98  
E-mail : [environnement@realites-be.fr](mailto:environnement@realites-be.fr)  
[www.realites-be.fr](http://www.realites-be.fr)

**Nom et signature du chef de projet :**

Pierre Chambon

## Sommaire

---

<b>Projet de zonage d'assainissement des eaux usées.....</b>	<b>7</b>
<b>I. Rappel réglementaire.....</b>	<b>9</b>
<b>II. Etat des lieux de l'unité de traitement.....</b>	<b>11</b>
II.1. Préambule .....	11
II.2. Présentation de la station .....	11
II.3. Réglementation .....	12
II.4. Analyse des données d'autosurveillance .....	13
II.5. Analyse des données du Satese .....	15
<b>III. Projet de zonage d'assainissement des eaux usées .....</b>	<b>17</b>
III.1. Objectifs .....	17
III.2. Zones en assainissement collectif .....	17
III.3. Zones en assainissement non collectif .....	17
III.4. Orientations.....	20
III.5. Cartographie.....	21
<b>Annexes .....</b>	<b>22</b>

---

## Table des annexes

---

**Annexe 1 :** Projet de zonage d'assainissement des eaux usées

**Annexe 2 :** Fiche descriptives de ces filières dites « traditionnelles »



## Avant-propos

---

La commune du Grand-Serre a réalisé d'importants travaux de mise en séparatif sur son réseau entre 2015 et 2017. Malgré ces efforts, des intrusions d'eaux claires sont encore observées notamment au droit du secteur les Forges et en amont du PR du camping.

La commune dispose d'une station d'épuration de type boues-activées datant des années 1982 et dont les performances sont globalement bonnes. Des dysfonctionnements sont néanmoins observés par temps de pluie.

L'étude diagnostique doit ainsi permettre à la commune de :

- Mieux connaître son patrimoine (réseaux, ouvrages particuliers et stations d'épuration) ;
- Améliorer sa connaissance du fonctionnement du systèmes d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ;
- De préciser le fonctionnement des réseaux par temps sec et temps de pluie afin de comprendre l'origine de ces intrusions d'eaux claires ;
- Maitriser et planifier ses investissements relatifs à l'amélioration du système.

L'étude s'organisera en 4 étapes principales :

- Phase 1 : recueil de données, synthèse des études antérieures récentes, reconnaissance et cartographie des réseaux, inventaire des ouvrages particuliers et rejets au milieu naturel, recensement des anomalies, inventaire des rejets domestiques, non domestiques et assimilés domestiques, définition d'un programme de mesures et élaboration des zonages ;
- Phase 2 : campagne de mesures de débit sur réseaux, visite nocturne des réseaux, analyse et interprétation des résultats, proposition d'un programme d'investigations complémentaires ;
- Phase 3 : investigations complémentaires (tests au fumigène, contrôles au colorant, inspections télévisées des réseaux) ;
- Phase 4 : perspectives d'évolution et programme de travaux.

---

**Le présent document constitue la notice explicative du projet de zonage assainissement.**

---





# **Projet de zonage d'assainissement des eaux usées**

---





## I. Rappel réglementaire

---

La réalisation du zonage d'assainissement est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, qui précise :

### ▪ Article L2224-10

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1) Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- 2) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif »

D'autres articles importants du CGCT précisent certaines dispositions en matière d'assainissement et de zonage :

### ▪ Article L2224-8

*I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.*

*II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.*

*L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.*

*III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.*

*Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder huit ans.*

*Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.*

*Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.*

**▪ Article R2224-7**

*Peuvent être placées en zone d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.*

**▪ Article R2224-8**

*L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement.*

**▪ Article R2224-15**

*Les communes doivent mettre en place une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, d'une part, du milieu récepteur du rejet, d'autre part.*

*Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les modalités techniques selon lesquelles est assurée la surveillance :*

- *De l'efficacité de la collecte des eaux usées ;*
- *De l'efficacité du traitement de ces eaux dans la station d'épuration ;*
- *Des eaux réceptrices des eaux usées épurées ;*
- *Des sous-produits issus de la collecte et de l'épuration des eaux usées.*

*Les résultats de la surveillance sont communiqués par les communes ou leurs délégataires à l'agence de l'eau et au préfet, dans les conditions fixées par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.*

Les circulaires du 12 mai 1995 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines et du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif détaillent les modalités de mise en place du zonage détaillent les objectifs du zonage d'assainissement, la démarche à suivre et les critères de choix pour la délimitation des différentes zones.

## II. Etat des lieux de l'unité de traitement

### II.1. Préambule

La commune dispose d'une station d'épuration du type boues activées. La compétence traitement est portée par la communauté de communes Portes de DrômArdèche et l'exploitation est assurée par la Véolia (affermage prévu jusqu'en 2024).

### II.2. Présentation de la station

La station du Grand-Serre a été mise en service en 1982. La filière est de type boues activées.



*STEP du Grand-Serre \_ Vue d'ensemble*



*Bassin d'aération*



*Clarificateur*



*Dégazeur*



*Poches de géotubes*

La filière eau est composée :

- D'un déversoir en entrée de station ;
- D'un dégrilleur automatique ;
- D'un bassin d'aération ;
- D'un dégazeur ;
- D'un clarificateur ;
- D'un poste de recirculation des eaux claires ;
- D'un poste de recirculation des boues ;
- D'un canal de comptage en sortie.

L'ouvrage est dimensionné pour traiter 800 EH, soit 48 kg/j de DBO5. Le débit nominal est de 120 m<sup>3</sup>/j.

Le débit de référence n'est pas précisé.

Pour mémoire, suivant l'arrêté du 21 juillet 2015, le débit de référence correspond au « *débit journalier associé au système d'assainissement au-delà duquel le traitement exigé par la directive du 21 mai 1991 susvisée n'est pas garanti. Conformément à l'article R. 2224-11 du code général des collectivités territoriales, il définit le seuil au-delà duquel la station de traitement des eaux usées est considérée comme étant dans des situations inhabituelles pour son fonctionnement. Il correspond au percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (c'est-à-dire au déversoir en tête de station).* »

Le milieu récepteur est la Galaure.

Dimensionnement	Type de traitement	Date de mise en service	Milieu récepteur
800 EH Débit : 120 m <sup>3</sup> /j DBO5 : 48 kg/j	Boues activées	1982	La Galaure

### II.3. Règlements

L'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées par les dispositifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 précise les performances minimales des stations d'épuration. Ce document donne également les dispositions générales concernant les modalités de la surveillance du fonctionnement et des rejets des stations d'épuration.

Pour des ouvrages de traitement devant traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 120 kg/j de DBO5 (< 2 000 EH), en zone sensible à l'eutrophisation, les performances minimales à atteindre sont présentées ci-dessous.

Paramètres	Concentrations maximales à respecter Arrêté du 21/07/2015	Rendements minimums à atteindre Arrêté du 21/07/2015
DBO5	35 mg/l	60 %
DCO	200 mg/l	60 %
MES	-	50 %
NTK	-	-
P total	-	-

*Performances minimales à atteindre*

L'ouvrage de traitement présente un dimensionnement de 48 kg/j de DBO5 (>30 et ≤ 60 kg/j de DBO5), en zone sensibles à l'eutrophisation, les modalités d'autosurveillance sont précisées dans le tableau ci-après.

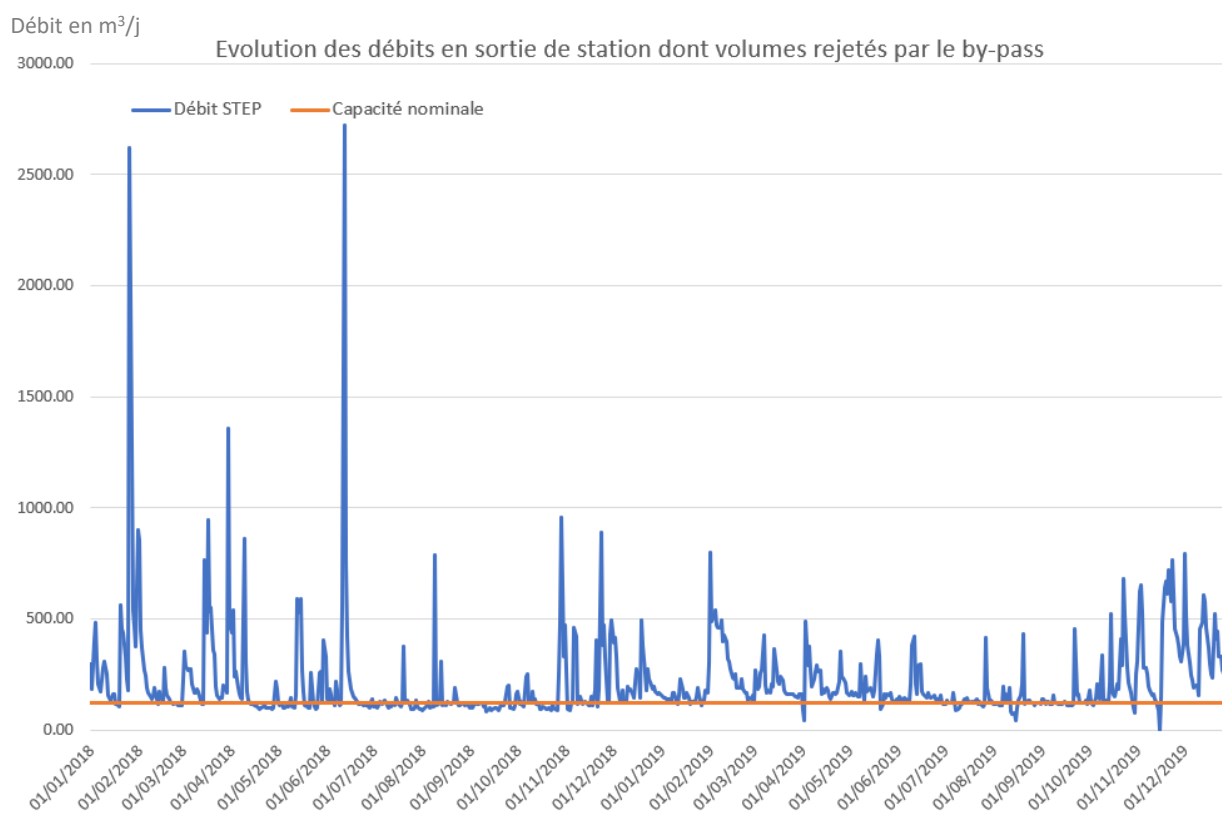
Arrêté du 21/07/2015	
Capacité de la station	>30 et ≤ 60 kg/j de DBO5
Nombre de bilans 24 h	1 par an

*Fréquence de surveillance*

## II.4. Analyse des données d'autosurveillance

### II.4.1. Analyse des charges hydraulique

La station d'épuration du Grand-Serre fait l'objet d'un suivi de ses débits en sortie de STEP et au droit de by-pass. Ces données sont synthétisées dans le graphique suivant et comparées à la capacité nominale de l'unité de traitement sur 2018-2019.



Les dépassements du débit nominal de l'unité de traitement ont été relativement fréquents en 2018 et 2019. La station a en effet dépassé sa capacité nominale à 537 reprises sur 2 ans.

Ces dépassements peuvent s'expliquer par des apports d'eaux claires, météoriques (pluies) comme permanentes (infiltration et drainage par les cassures du réseau).

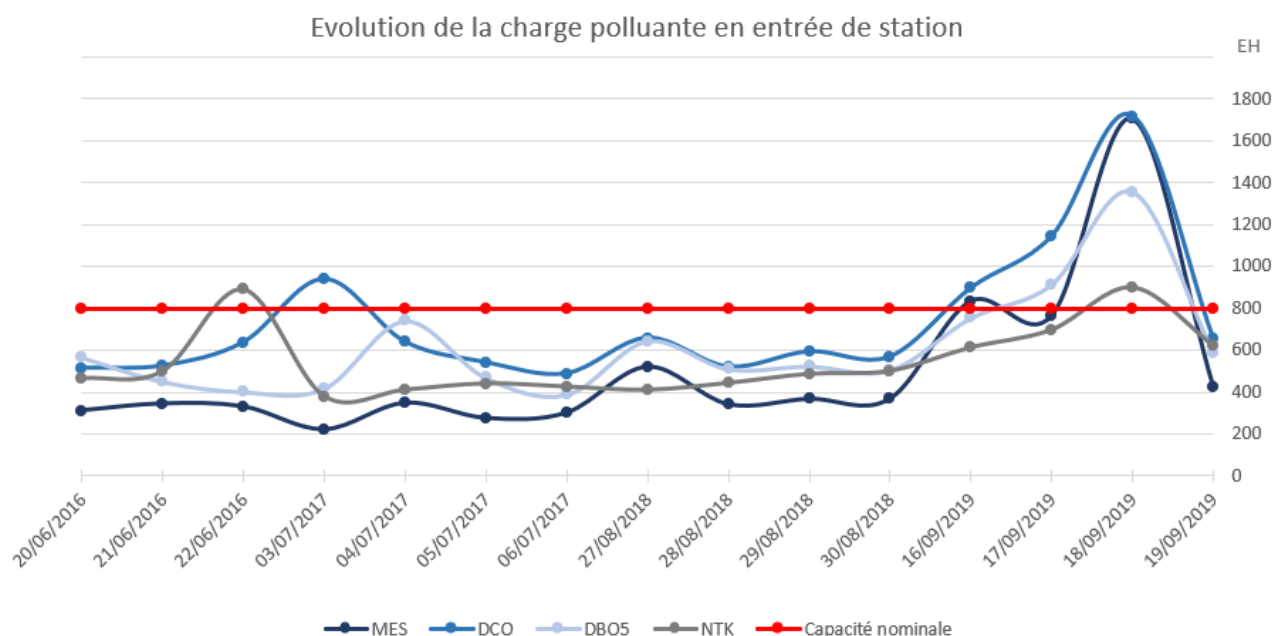
Des travaux ont été réalisés afin d'améliorer l'étanchéité et la séparation des eaux (usées et pluviales). Les résultats des derniers travaux, réalisés en mai/juin 2020 dans le Bourg, ne pourront être mesurés qu'à l'hiver 2021, en contexte de nappe haute.

D'autres travaux d'amélioration des réseaux font l'objet d'un programme de travaux, finalisé fin 2020.



### II.4.2. Analyse des charges polluantes

Les données relatives aux charges entrantes issues des bilans pollutions réalisés entre 2016 et 2019 sont synthétisées dans le graphique suivant (paramètres DBO5, DCO, MES et NTK) :



*Résultats des bilans pollutions réalisés en entrée de STEP 2016-2019 (Source : Véolia)*

**Les charges organiques observées sont variables mais globalement en dessous de la capacité nominale de la station hormis en 2019 (ensemble des paramètres) et ponctuellement en 2016 (NTK) et 2017 (DCO).**

**Par ailleurs, les rendements observés étaient conformes aux exigences de l'arrêté du 21 juillet 2015 chaque année.**

**Un bilan d'autosurveillance réalisé le du 25 au 26 mai 2020 dans le cadre du diagnostic assainissement de la commune a confirmé que les flux mesurés correspondent à ceux d'une population de 490EH (sur la base de la DCO et du NTK), soit 61% de sa capacité.**

### II.4.3. Evaluation du débit de référence

Le paragraphe suivant présente une analyse des données d'autosurveillance mises à disposition par l'exploitant sur la période janvier 2018 à décembre 2019 (soit 2 années complètes).

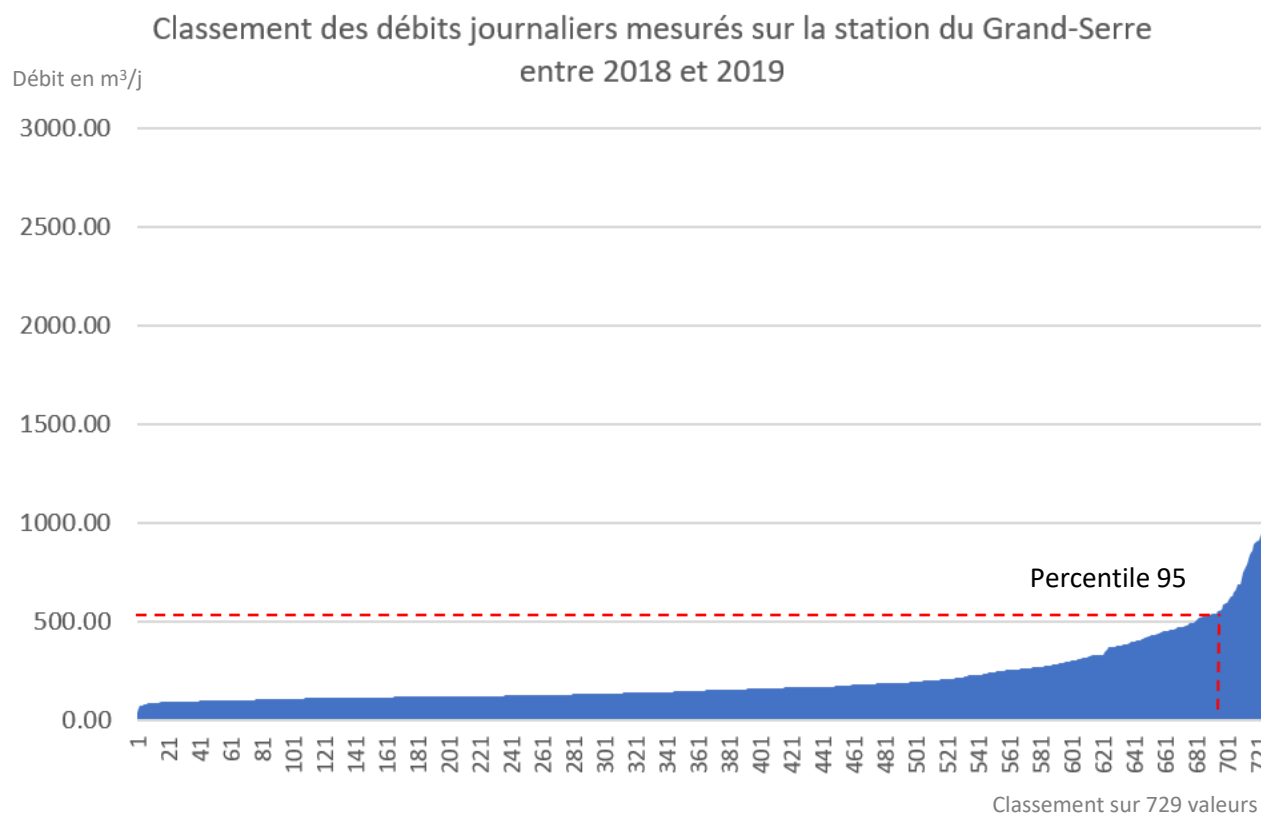
Cette analyse vise à préciser les charges collectées en entrée de station et à alimenter la réflexion sur la définition du débit de référence du système.

Pour mémoire, suivant l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié par celui du 24 août 2017, le débit de référence correspond au « débit journalier associé au système d'assainissement au-delà duquel le traitement exigé par la directive du 21 mai 1991 susvisée n'est pas garanti. Conformément à l'article R. 2224-11 du code général des collectivités territoriales, il définit le seuil au-delà duquel la station de traitement des eaux usées est considérée comme étant dans des situations inhabituelles pour son fonctionnement. Il correspond au

*percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (c'est-à-dire au déversoir en tête de station). »*

En l'absence des données sur des années antérieures, il n'a pas été possible de mener cette analyse sur 5 ans.

La figure suivante présente le classement des débits journaliers mesurés en entrée de station sur la période 2018-2019.



**Le percentile 95 collecté en entrée de station d'épuration s'élève à 539 m³/j. Pour mémoire, la capacité de la station actuelle est de 120 m³/j.**

Cette analyse confirme le dépassement de la capacité hydraulique de la station.

## II.5. Analyse des données du Satese

Les rapports de visite de 2016 à 2018 menés par le Satese ont été transmis.

Une synthèse des comptes-rendus est proposé dans le tableau suivant :

Date	Diagnostic
Novembre 2018	Rejet de bonne qualité. Entretien général de la station satisfaisant.

Octobre 2017	Rejet de bonne qualité. Entretien général de la station satisfaisant.
Mai 2017	Rejet de bonne qualité. Entretien général de la station satisfaisant.
Décembre 2016	Nécessité de nettoyer le canal de comptage plus régulièrement du fait de la présence du biofilm en fond de canal. Rejet de bonne qualité. Entretien général de la station satisfaisant.
Mars 2016	Dépôt de boue constaté au niveau de la goulotte périphérique du clarificateur confirmant des départs de boues lors d'évènements pluvieux importants. Phénomène relaté à plusieurs reprises. Rejet de bonne qualité. Entretien général de la station satisfaisant.

A noter, les départs de boue mentionnés dans le rapport du Satese de Mars 2016 restent d'actualité. L'exploitant en a confirmé l'existence lors de notre visite de l'installation. Le fonctionnement de la station souffre d'arrivées importantes d'eaux claires lorsque les sols sont saturés en eau suite à des événements pluvieux marquants. Des intrusions très conséquentes d'eaux claires parasites permanentes ont notamment été observées au droit du réseau du Moulinage et pourraient justifier que malgré les nombreux travaux de mises en séparatif entrepris par la commune, ces dysfonctionnements soient encore régulièrement constatés.



### III. Projet de zonage d'assainissement des eaux usées

---

#### III.1. Objectifs

L'étude de zonage d'assainissement vise plusieurs objectifs :

▪ **Objectifs techniques**

- La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales en situations actuelle et future,
- La délimitation des secteurs en assainissement collectif, donc devant être raccordé au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique, et des secteurs en assainissement non collectif, zone d'intervention du Service Public d'Assainissement Non Collectif,
- La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filière,
- L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires.
- Cette étude permet ainsi de maîtriser les dépenses publiques en anticipant sur les besoins et en réfléchissant en amont sur la solution la plus adaptée au contexte local.

▪ **Objectifs de développement et d'orientations**

- La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement.
- La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir l'adéquation entre le document d'urbanisme en vigueur ou en cours d'élaboration et le zonage d'assainissement.

▪ **Objectifs réglementaires**

- Respect du code Général des Collectivités Territoriales qui impose la réalisation de ce document.

#### III.2. Zones en assainissement collectif

Les zones en assainissement collectif actuellement sont maintenues en assainissement collectif.

Les zones à urbaniser déjà desservies sont classées en assainissement collectif.

#### III.3. Zones en assainissement non collectif

Le reste de la commune présente un habitat diffus. La faible densité d'habitations des autres hameaux ne permet pas d'envisager la mise en place d'un système d'assainissement collectif à un coût raisonnable.

Pour cette raison, le reste du territoire communal est maintenu en assainissement non collectif.

### III.3.1. Description des filières d'assainissement non collectif

Étant donné les différentes contraintes rencontrées (perméabilité réduite), les filières les plus adaptées sont le filtre à sable drainé, parfois sur sol reconstitué (tertre). Les fiches descriptives de ces filières dites « traditionnelles » sont présentées en Annexe 2. Certaines filières agréées peuvent également convenir.

Il est recommandé à tout particulier désirant construire ou réhabiliter un dispositif d'assainissement non collectif de faire réaliser une étude à la parcelle qui déterminera les contraintes au droit du projet et la filière la plus adaptée.

### III.3.2. Gestion et organisation

#### ➡ Le service public d'assainissement non collectif

La mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif a été instituée par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a modifié et précisé certains aspects de ce service, dont les principales obligations ont été retranscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans l'Article L2224-8 – III :

Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, **les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif**. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les collectivités compétentes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; **elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012**, puis selon une **périodicité qui ne peut pas excéder dix ans**.

Elles peuvent, **à la demande du propriétaire**, assurer **l'entretien** et les **travaux de réalisation** et de **réhabilitation** des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le **traitement des matières de vidanges** issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent **fixer des prescriptions techniques**, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

#### ➡ Le contrôle des installations

Plusieurs contrôles peuvent être mis en œuvre suivant le type d'installation :

#### ➡ Le contrôle de conception et d'implantation des installations nouvelles :

Ce contrôle permet de s'assurer que le projet d'assainissement du particulier est en adéquation avec les caractéristiques du terrain (nature du sol, pente, présence d'un puits destiné à la consommation humaine, etc.) et la capacité d'accueil de l'immeuble. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

### ➤ Le contrôle de réalisation/exécution :

Ce contrôle permet de s'assurer que les travaux sont réalisés conformément à la réglementation et aux règles de l'Art (Norme AFNOR NF DTU 64.1 d'août 2013) et de vérifier le respect du projet validé par le SPANC. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur sur l'entretien de son installation d'assainissement individuel. Il est réalisé avant le remblaiement des ouvrages et la remise en état du sol.

### ➤ Le contrôle de bon fonctionnement (ou périodique) :

Ce contrôle permet de vérifier le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et de s'assurer qu'elle n'est pas à l'origine de pollutions et / ou de problèmes de salubrité publique. Il est réalisé de manière régulière selon une périodicité fixée par le SPANC (ici 6 ans). Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

### ➤ Le contrôle vente :

Depuis le 1er janvier 2011, dans le cadre d'une vente immobilière avec un système en Assainissement Non Collectif, un contrôle de l'installation individuelle des propriétaires doit être réalisé par la collectivité compétente en matière d'assainissement. Ce contrôle permet de vérifier le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et de s'assurer qu'elle n'est pas à l'origine de pollutions et / ou de problèmes de salubrité publique.

### ➤ L'entretien des installations

L'article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixe les modalités d'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif :

*« Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :*

- *leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;*
- *le bon écoulement et la bonne distribution des eaux usées prétraitées jusqu'au dispositif de traitement ;*
- *l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.*

*Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.*

***La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.***

*Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.*

*Les conditions d'entretien sont mentionnées dans le guide d'utilisation, qui doit être fourni avec la filière et qui précise les modalités d'installation, d'entretien et de vidange des dispositifs. »*

Pour mémoire, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait la périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux à 4 ans, ce qui permet de fixer un ordre de grandeur, pertinent pour de l'habitat permanent.

**De plus, il est nécessaire de demander un bordereau de suivi des déchets.**

Le DTU NF 64.1 d'août 2013, norme pour la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif, précise :

Produits	Objectifs de l'entretien	Action	Périodicité de référence
<b>Fosse septique</b>	Éviter le départ des boues vers le traitement	Inspection et vidange des boues et des flottants si hauteur de boues > 50 % de la hauteur sous fil d'eau (fonction de la configuration de la fosse septique) Veiller à la remise en eau	Première inspection de l'ordre de 4 ans après mise en service ou vidange, puis périodicité à adapter en fonction de la hauteur de boues
<b>Préfiltre intégral ou non à la fosse septique et boîte de bouclage et de collecte</b>	Éviter son colmatage	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection annuelle
<b>Bac dégraisseur (suffisamment dimensionné)</b>	Éviter le relargage des graisses	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection semestrielle
<b>Boîte de bouclage et de collecte</b>	Éviter toute obstruction ou dépôt	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection et nettoyage si boîte de bouclage et de collecte en charge
<b>Dispositifs aérobies</b>	Selon les instructions d'exploitation et de maintenance claires et compréhensibles fournies par le fabricant		

### III.3.3. Coûts et répercussions

En application des articles R2333-121 et R2333-122 du Code général des collectivités territoriales, les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif. Cette redevance spécifique est destinée à financer les charges du service et doit être distincte de la redevance d'assainissement collectif.

**En matière d'investissement, les travaux restent à la charge des propriétaires.**

Le coût moyen unitaire d'une réhabilitation est évalué entre 4 000 et 10 000 €HT.

## III.4. Orientations

Le zonage d'assainissement consistera à définir :

- **En assainissement collectif actuel**
  - Le Bourg
  - Le Pichat

- La Brosse
- Les Forges
- Les Masses

▪ **En assainissement collectif futur**

- La zone à urbaniser « Route de l'étang Chazal »

▪ **En assainissement non collectif**

Le reste du territoire communal.

### III.5. Cartographie

En cohérence avec le document d'urbanisme, le zonage d'assainissement définit :

▪ **Des zones d'assainissement collectif en situation actuelle :**



Sont concernées par ce zonage les parcelles raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.

▪ **Des zones d'assainissement collectif en situation future :**



Sont concernées par ce zonage les parcelles incluses desservies en situation future par le réseau collectif.

▪ **Des zones d'assainissement non collectif :**



Sont concernées par ce zonage le reste du territoire communal non concerné par les zonages en collectif en situation actuelle ou future.

La cartographie présentée en Annexe 1 constitue le projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune.

Les dossier de demande d'examen au cas-par-cas pour le DREAL (pour savoir si le zonage est soumis à une étude d'impact ou une évaluation environnementale) et celui d'enquête publique seront rédigés après validation du zonage par la collectivité.



## Annexes

---





# **Annexe 1 :**

## **Projet de zonage d'assainissement des eaux usées**

---







## **Annexe 2 :**

### **Fiche descriptives de ces filières dites « traditionnelles »**

---

### **Droit d'auteur et propriété intellectuelle**

L'ensemble de ce document (contenu et présentation) constitue une œuvre protégée par la législation française et internationale en vigueur sur le droit d'auteur et d'une manière générale sur la propriété intellectuelle et industrielle.

La structure générale, ainsi que les textes, cartographies, schémas, graphiques et photos composant ce rapport sont la propriété de la société Réalités Environnement. Toute reproduction, totale ou partielle, et toute représentation du contenu substantiel de ce document, d'un ou de plusieurs de ses composants, par quelque procédé que ce soit, sans autorisation expresse de la société Réalités Environnement, est interdite, et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Conformément au CCAG-PI, le maître d'ouvrage, commanditaire de cette étude, jouit d'un droit d'utilisation du contenu commandé, pour les besoins découlant de l'objet du marché, à l'exclusion de toute exploitation commerciale (option A).